

L'ACTIVITÉ DE LA DÉLÉGATION DIPLOMATIQUE DE L'AZERBAÏDJAN LORS DES CONFÉRENCES DE CANNES ET DE GÈNES (1922)

Fin. Début dans le numéro précédent

En avril 1922, la position de la délégation diplomatique azerbaïdjanaise à Paris, de même que celle des représentants des autres républiques du Caucase en exil, n'en demeurait pas moins incertaine. Étant donné les fortes divergences entre les États occidentaux sur l'attitude à adopter envers le Kremlin, il n'était pas sûr que les Caucasiens pourraient obtenir un visa d'entrée en Italie. Le 7 avril encore, trois jours avant l'ouverture officielle de la conférence de Gênes, A.M. Toptchubachov, tout comme M.Y. Mekhtiev et M. Maguerramov, s'adressa à l'ambassade d'Italie par l'intermédiaire du ministère français des Affaires étrangères, pour obtenir un visa sur son passeport diplomatique (1).

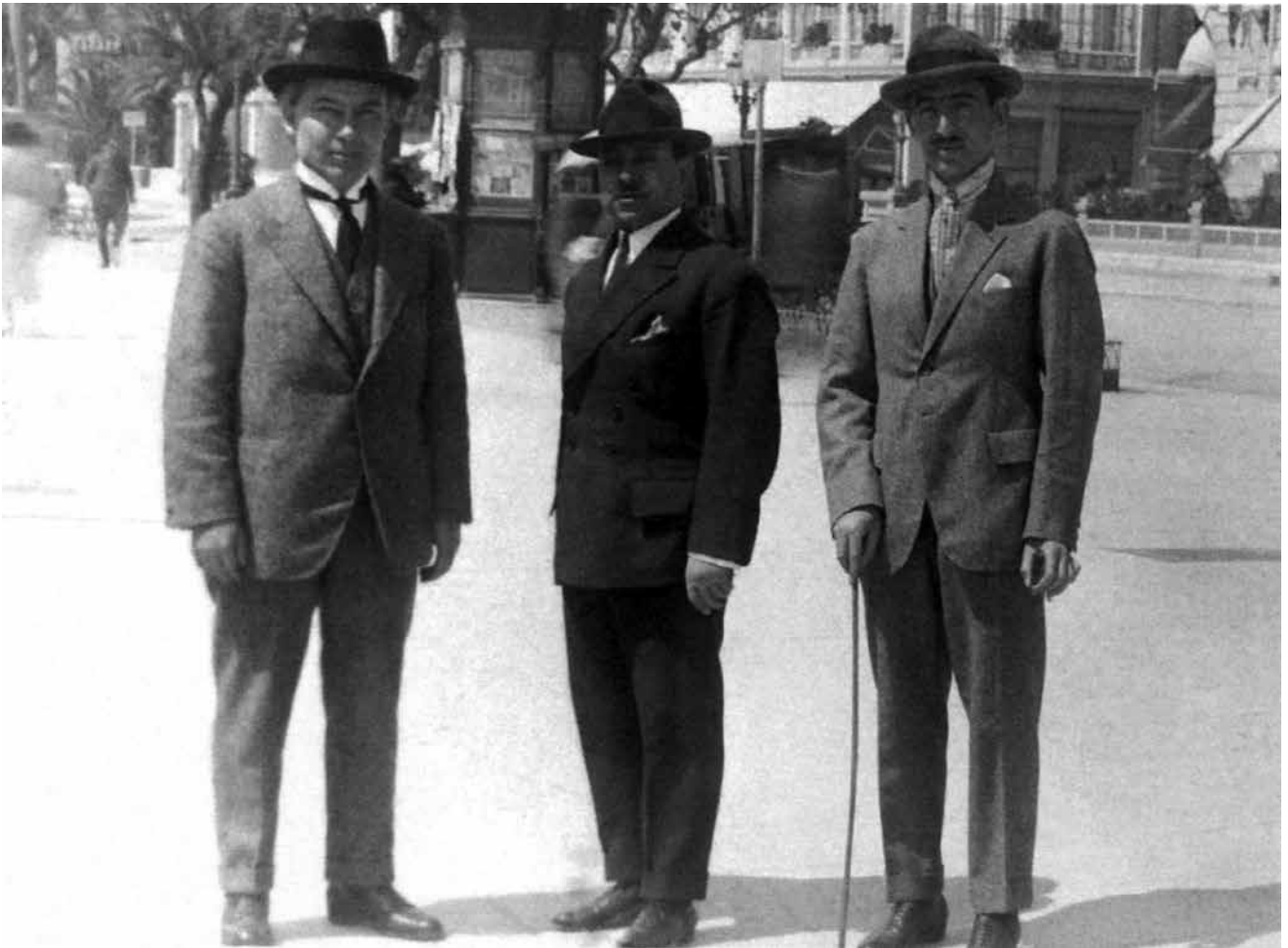
La volonté des membres de la délégation de se rendre en personne à Gênes alors qu'ils n'avaient pas été invités à participer à la conférence, s'expliquait par le fait que, pour mieux désorienter les politiciens occidentaux, de hauts fonctionnaires des gouvernements fantoches des répu-

bliques soviétiques du Caucase avaient été inclus dans la délégation soviétique conduite par G. Tchitchérine. Pour mieux faire éclater le subterfuge du Kremlin, qui voulait faire passer les bolcheviks du Caucase pour les représentants de républiques soviétiques «indépendantes», il était indispensable que des membres de la délégation azerbaïdjanaise soient sur place pour opposer rapidement des démentis aux déclarations de Tchitchérine et des membres de sa délégation.

Malgré cela, la procédure de délivrance des visas italiens traîna un mois. Le gouvernement italien (non sans exclure que d'autres puissances occidentales aient pu y prêter la main), qui avait d'abord espéré s'entendre avec les bolcheviks, ne se hâtait pas de délivrer des visas d'entrée en Italie aux représentants des gouvernements anti-bolcheviks du Caucase.

La démagogie des bolcheviks n'était pas pour rien dans ce retard: dès les premiers jours de leur séjour à Gênes les

*Les chefs des délégations des trois républiques socialistes soviétiques transcaucasiennes à Gênes:
N. Narimanov pour celle d'Azerbaïdjan, A. Bekzadian pour l'Arménie et B. Midivani pour la Géorgie*



Soviétiques ont tenté d'attirer en URSS les compagnies pétrolières occidentales en leur offrant des conditions intéressantes. Fidèles à eux-mêmes, ils jouaient pleinement des rivalités aiguës qui existaient entre ces compagnies. Le 10 avril pour mieux faire passer ses mensonges, Tchitchérine déclara qu'avec l'introduction de la «nouvelle politique économique» (la NEP), la Russie soviétique était même disposée à apporter des correctifs à sa législation et, en vue de faciliter les échanges avec les pays occidentaux, à ouvrir des voies de transit internationales. Le lendemain, dans une interview aux journaux italiens, L. Krassine annonça que le gouvernement soviétique était prêt à ne conserver pour lui-même que le quart des gisements pétroliers d'Azerbaïdjan et de concéder l'exploitation des trois autres quarts à la France, à l'Angleterre, à l'Amérique et à des compagnies belges (2).

À partir de la deuxième quinzaine d'avril, cependant, les relations des puissances occidentales avec les représentants des États caucasiens en exil présents à Paris connurent un mieux.

Le traité signé à Rapallo le 16 avril entre l'Allemagne et la Russie soviétique avait entraîné un net refroidissement des relations entre le Kremlin et les Alliés occidentaux. En effet, en vertu de ce traité, les deux pays susmentionnés effaçaient leurs dettes réciproques et rétablissaient leurs relations diplomatiques (3).

Cette nouvelle mécontenta fortement les pays de l'Entente – la France en premier lieu. Paris soupçonnait Moscou et Berlin de vouloir briser le cordon sanitaire et accroître la pression sur la Pologne, la Roumanie et les autres pays d'Europe de l'Est. La presse française fit même état de rumeurs d'une nouvelle guerre entre la Russie et l'Entente.

Le Caucase, avec ses richesses pétrolières et sa situation stratégique, revêtant une grande importance pour les Alliés dans le cas d'une confrontation militaire avec les Soviets, Poincaré était tenté d'accroître son soutien aux représentants des républiques caucasiennes en exil et donc, du même coup, d'augmenter la pression sur la délégation bolchévique à Gênes (4).

Le 18 avril, deux jours après la conclusion de l'accord



de Rapallo, lorsque la presse publia la nouvelle de l'alliance germano-bolchévique, Toptchubachov sauta sur l'occasion et adressa une note à Luigi Facta, Premier ministre italien et président de la conférence de Gênes. Toptchubachov fit ressortir qu'il était indispensable à la délégation diplomatique de l'Azerbaïdjan d'obtenir ses visas d'entrée afin de dénoncer les mensonges des bolcheviks azerbaïdjanais qui voulaient se faire passer devant la Conférence pour les représentants de cette république et présentaient en son nom des propositions économiques aux compagnies occidentales. Et donc Toptchubachov déclara catégoriquement: «La délégation de la République d'Azerbaïdjan dont l'indépendance a été reconnue par toutes les puissances de l'Entente et même par le gouvernement soviétique, élève la protestation la plus énergique contre toutes les déclarations, toutes les démarches et tous les essais des représentants bolcheviks relatifs à des concessions offertes par eux, et en général contre toute spéculation sur le naphte de Bakou, car ni le gouvernement soviétique de Moscou, qui a envahi l'Azerbaïdjan par l'armée rouge, ni les autorités soviétiques établies par lui en Azerbaïdjan, n'ont le droit de disposer du naphte de Bakou, appartenant comme toutes les autres richesses de notre patrie, au peuple azerbaïdjanien et à son gouvernement légal qui sera rétabli par le peuple aussitôt après la retraite de l'armée rouge, dont les baïonnettes sont le seul appui du pouvoir bolcheviste» (5).

Ainsi, les concessions accordées par les autorités centrales bolchéviques de l'URSS ou par le gouvernement fantoche de Bakou à des compagnies étrangères ne seraient pas reconnues par le gouvernement légal du pays, qu'elles aient été conclues avant ou pendant la conférence de Gênes.

Lors de la réunion des quatre républiques du Caucase convoquée d'urgence pour le lendemain, le prin-

A.M. Toptchubachov dans son cabinet de travail à Paris

cipal sujet débattu fut celui des visas d'entrée en Italie. Toptchubachov, absent, transmit au président de séance A. M. Tchermoëff la demande de procéder à l'étude la plus poussée de la situation. Selon les propos du président de la délégation azerbaïdjanaise, «tout le monde a l'impression d'un sabotage envers les représentants du Caucase» (6). À l'appui de ses paroles, Toptchubachov cita le fait que se trouvaient déjà à Genève deux délégations ukrainiennes, l'une bolchévique, l'autre du gouvernement de l'Ukraine indépendante ; même chose pour les Arméniens de Turquie. Il fut décidé d'envoyer une demande écrite d'audience au comte Sforza, ambassadeur d'Italie à Paris, et par ailleurs d'adresser un télégramme à A. Tchenkeli, seul représentant du Caucase présent à ce moment-là à Gênes, en le priant d'exercer la pression voulue sur le gouvernement italien (7).

Le 27 avril, Toptchubachov, toujours à Paris, fait parvenir à Facta un nouveau memorandum, dans lequel il déclare qu'il se voit de nouveau dans l'obligation de s'adresser au président de la conférence de Gênes et ministre des



A.M. Toptchubachov dans son cabinet de travail à Paris

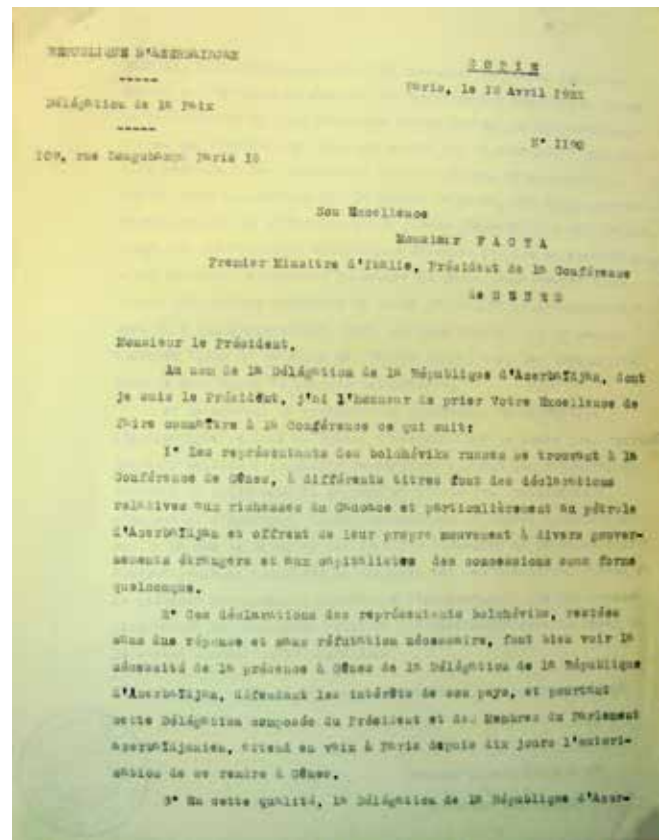


Affaires étrangères italien, étant donné que la délégation que lui-même dirige se trouve «privée de la possibilité de défendre personnellement les intérêts de son peuple devant la conférence de Gênes». Se référant aux points 1 et 6 de la résolution de Cannes, qui définissait les bases de la conférence de Gênes, avec l'accord, entre autres, des bolcheviks eux-mêmes, Toptchubachov pria les dirigeants de la conférence: «1) de proposer, de quelque manière et sous quelque forme que la Conférence trouvera convenable, au gouvernement soviétique, d'après la résolution de Cannes, de retirer ses armées du territoire de la République d'Azerbaïdjan, de ne pas intervenir dans les affaires intérieures ni dans les formes de l'administration de ce pays. 2) Dans tous les cas de discussion à la Conférence et dans ses commissions et sous-commissions des déclarations et des questions relatives à l'Azerbaïdjan et particulièrement au naphte de Bakou, de bien vouloir inviter et entendre la délégation qui seule a le droit de parler au nom du peuple azerbaïdjanien et d'entrer dans des relations économiques relatives au naphte de Bakou et aux autres richesses naturelles de l'Azerbaïdjan» (8).

Le 6 mai, suite vraisemblablement à l'intervention des autorités françaises, les représentants de la délégation d'Azerbaïdjan reçurent les visas espérés (9), ce qui permit à Toptchubachov lui-même, ainsi qu'à Mekhtiev et Magueramov, qui l'accompagnaient, de prendre enfin la route de Gênes. Toptchubachov fut également habilité à représenter les intérêts de la république du Caucase du Nord.

En dépit du fait qu'au moment de leur arrivée à Gênes, il était déjà plus que vraisemblable que la Conférence tournerait court, les représentants de la délégation azerbaïdjanaise s'attachèrent à dénoncer la propagande des bolcheviks, qui tentaient de profiter de la concurrence entre compagnies occidentales pour les attirer dans le Caucase.

Le 14 mai une interview de Toptchubachov parut dans



le *Scaffaro* sous le titre éloquent «Le naphte de Bakou appartient à l'Azerbaïdjan, et non à la Russie». Le président de la délégation diplomatique azerbaïdjanaise sut retourner contre les bolcheviks l'argument qui avait été utilisé pour fermer aux Caucasiens la porte de la Conférence. Il déclara, en particulier, qu'étant donné que la Conférence est officiellement consacrée à la reconstruction de l'Europe, les bolcheviks n'ont pas le droit d'y parler du pétrole de Bakou, d'autant plus que, conformément à la décision prise à Cannes, les représentants du Caucase se sont vu refuser de participer à la conférence de Gênes sous le prétexte que le Caucase est situé en Asie, et non en Europe.

«Du reste, se demandait pathétiquement Toptchubachov, avec qui veulent s'accorder la *Royal Dutch Shell* et d'autres groupes? Avec les bolchéviks russes, ou avec leurs fonctionnaires choisis par eux parmi les indigènes azerbaïdjanais qu'ils ont amenés à Gênes? Les uns et les autres ne sont que les détenteurs temporaires du pouvoir, s'appuyant sur les baïonnettes de l'armée rouge. Ils n'ont réussi qu'à détruire les industries pétrolières de Bakou et à présent ils veulent utiliser ce qu'ils ont acquis par la violence et cherchent à obtenir le plus qu'ils pourront, sachant qu'ils ne risquent rien et que le peuple azerbaïdjanien les hait et maudit leur régime qui a réduit à la misère ce riche pays».



A.M. Toptchubachov dans son cabinet de travail à Paris

Tant que l'Azerbaïdjan demeure sous la domination des bolcheviks, soulignait Toptchubachov, l'intérêt naturel porté par les compagnies occidentales aux ressources pétrolières du pays ne peut déboucher sur un résultat concret, puisque le régime bolchévique rejette la propriété privée, la liberté du travail et des relations économiques (10).

Dans une interview au journal italien *Corriere Mercantile*, Toptchubachov, cherchant à réfréner les appétits de certaines compagnies occidentales désireuses de récupérer des concessions en Azerbaïdjan, soulignait que «la domination bolchévique sur l'Azerbaïdjan, outre qu'elle est contraire aux droits du peuple azerbaïdjanien, est absolument nuisible à l'économie du pays, parce que les bolcheviks, en introduisant leur système économique-social ont peu à peu détruit l'industrie du naphte, dont ils veulent maintenant faire l'objet d'un vaste commerce. Il est inexact de parler du pétrole russe, relativement aux puits de Bakou. Le naphte, si envié de divers groupes capitalistes s'extrait dans la presqu'île d'Apchéron, c'est-à-dire dans la République d'Azerbaïdjan, qui a été reconnue par les puissances de l'Entente et par d'autres Etats en 1920. Nous désirons que notre naphte puisse contribuer au rétablissement économique de l'Europe, mais après l'expulsion des bolcheviks de notre pays».

Toptchubachov a ensuite affirmé que le peuple azerbaïdjanais «ne permettra pas le gaspillage de nos richesses aux concessionnaires des bolcheviks, il sera plutôt prêt à les détruire qu'à permettre à d'autres la spéculation de biens qui nous appartiennent, et dont seuls nous pouvons disposer». [...]

«Au nom du droit moral, au nom des intérêts de la paix et de la tranquillité, afin d'arriver le plus promptement à la reconstruction économique générale, les puissances réunies à Gênes, devraient inviter le gouvernement soviétique à retirer les troupes russes du territoire de l'Azerbaïdjan et délivrer le laborieux peuple azerbaïdjanien des

horreurs du joug bolchévique», déclara Toptchubachov en conclusion de l'interview (11).

Ces mêmes idées furent formulées par Toptchubachov lors d'une conférence de presse tenue dans le local de l'Association des journalistes de Ligurie le 18 mai. «Les groupes étrangers qui s'efforcent aujourd'hui de conclure des conventions commerciales avec les bolchéviks pour les terrains pétrolifères du district de Bakou et de tout le reste de l'Azerbaïdjan, se font des illusions s'ils croient pouvoir ensuite les réaliser. Ils rencontreront dans le pays une hostilité implacable. Les habitants de Bakou ont déclaré qu'ils seraient prêts à incendier tous ses puits de naphte plutôt que de permettre aux bolcheviks d'en faire le trafic à leur profit.» (12).

Cette dernière phrase faisait allusion à l'incendie qui avait éclaté quelques jours auparavant dans les champs pétroliers de Bakou. Le Bureau d'information azerbaïdjanais de Londres tira argument de ce fait pour diffuser la nouvelle d'un renforcement du rejet du bolchévisme par la population locale, et aussi d'événements similaires tout autour de Bakou (13).

Le 19 mai la conférence de Gênes se termina sur un échec. Non contents de refuser de reconnaître les dettes du régime tsariste, les Soviets avaient réclamé 30 milliards de roubles-or de dédommagement pour les dégâts causés par l'intervention militaire des pays occidentaux durant la guerre civile (14).

Les activités de propagande des gouvernements caucasiens en exil jouèrent leur rôle dans ce fiasco.

Tant que durèrent les travaux de la Conférence, de véritables opérations militaires furent menées contre les bolcheviks dans les régions montagneuses de la Géorgie sous l'impulsion du Centre militaire uni – organe central de la résistance armée antibolchévique géorgienne. Au premier semestre de 1922, la plus grande partie des zones montagneuses de l'ouest du pays était aux mains des insurgés. À partir du mois d'avril, l'épicentre des hostilités se déplaça vers les districts de montagne de la Géorgie orientale, qui se soulevèrent sous la conduite de l'un des plus fameux chefs de la résistance géorgienne, le colonel Kaïkhosro (Kakouts) Tcholokachvili. La flamme de l'insurrection gagna même certains districts du Daghestan voisin. Tous ces événements ne manquèrent pas de produire une certaine impression sur les Alliés, qui se rendirent compte que les animateurs du mouvement de libération nationale des peuples du Caucase en exil possédaient une influence dans la région (15). ❀

Bibliographie:

1. Voir le passeport diplomatique de Toptchubachov délivré le 7 janvier 1919, les visas qui y figurent // CERCEC. EHESS. Archives d'Ali Mardan-bey Toptchibachi. Carton n° 3.
2. Гасанлы Д. История дипломатии Азербайджанской Республики. Т. II. С. 569.
3. Duroselle J.-P. Histoire diplomatique de 1919 à nos jours. P. 68.
4. Le 10 mai eut lieu un entretien entre Poincaré et E. Gueguetchkori, au cours duquel les parties débattirent de la situation dans la Géorgie occupée et, en particulier, du mouvement insurrectionnel de libération nationale qui se développait dans le pays sous la conduite du Centre militaire uni, qui jouait le rôle de principal organe clandestin de direction et de coordination des unités et détachements d'insurgés. Lors de cet entretien, Poincaré promit à Gueguetchkori, en cas de besoin, d'accorder aux insurgés une aide en armes, en équipement et en argent. Voir: Мамулиа Г. Борьба за свободу и независимость Кавказа (1921-1945). С. 52-54.
5. A. M. Toptchubachov (président de la délégation de la République d'Azerbaïdjan). Note à Son Excellence Monsieur Facta, premier ministre d'Italie, président de la conférence de Gènes. Paris, 18. 4. 1922 // CERCEC. EHESS. Archives d'Ali Mardan-bey Toptchibachi. Carton n° 1/1.
6. Procès-verbal de la réunion du Conseil des représentants des Quatre Républiques du Caucase, tenue le 19 avril 1922, à 4 heures et demie de l'après-midi en l'hôtel du président de la délégation de la République du Caucase du Nord // BDIC. Microfilms des archives du gouvernement géorgien. Mfm 881. Bobine 117.
7. Ibidem. Tchenkeli partit lui-même pour Gènes le 13 avril. Il avait eu deux jours auparavant une rencontre avec Poincaré. Voir: Мамулиа Г. Борьба за свободу и независимость Кавказа (1921-1945). С. 48-50.
8. A. M. Toptchubachov (président de la délégation de la République d'Azerbaïdjan). Note à Son Excellence Monsieur Facta, président du Conseil des ministres d'Italie, président de la conférence internationale de Gènes. Paris, 27. 4. 1922 // CERCEC. EHESS. Archives d'Ali Mardan-bey Toptchibachi. Carton n° 7/2.
9. Voir dans le passeport diplomatique de Toptchu-



Les gisements de pétrole de Bakou furent l'une des pierres d'achoppement des conférences

- bachov le visa délivré par l'ambassade italienne à Paris // Ibidem. Carton n° 3.
10. Le naphte de Bakou appartient à l'Azerbaïdjan et non à la Russie (déclaration du président Toptchubachov). Scaffaro. Gènes, 14. 5. 1922 // Ibidem. Carton n° 1/1.
11. Les aspirations de l'Azerbaïdjan. Notre entrevue avec M. Toptchubachov. Corriere Mercantile. Gènes, 18-19. 5. 1922 // Ibidem.
12. La situation de l'Azerbaïdjan exposée par le président de son parlement. Il Secolo XIX. Gènes, 19. 5. 1922 // Ibidem.
13. Гасанлы Д. История дипломатии Азербайджанской Республики. Т. II. С. 570.
14. Duroselle J.-P. Histoire diplomatique de 1919 à nos jours. P. 67-68.
15. Мамулиа Г. Борьба за свободу и независимость Кавказа (1921-1945). С. 54.